

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 28 SEPTEMBRE 2011
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} NOVEMBRE 2011
(CENTRE)

NOR : ASET1151465M
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

La SFRC FO ;

L'UR CFDT Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} novembre 2011.

Article 2

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème des coefficients 150 à 270, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit :

(Voir tableau page suivante.)

Base : 151,67 heures (35 heures hebdomadaires).

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal	SALAIRE horaire minimal
Niveau I			
Ouvriers d'exécution :			
- position 1	150	1 375	9,07
- position 2	170	1 396	9,20
Niveau II			
Ouvriers professionnels	185	1 463	9,65
Niveau III			
Compagnons professionnels :			
- position 1	210	1 578	10,40
- position 2	230	1 667	10,99
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
- position 1	250	1 758	11,59
- position 2	270	1 848	12,18

Article 3

Le présent barème de salaires minimaux entrera en application à compter du 1^{er} novembre 2011.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi et de la santé et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Fait à Orléans, le 28 septembre 2011.

(Suivent les signatures.)